

tristes sont suffisants pour prouver que Mussolini doit être traduit en Haute Cour de Justice, mais qu'honnêtement il serait impossible de poursuivre le Front Commun Italien pour non respect des engagements pris au Congrès des italiens : dans un tel procès il serait certain d'être non seulement acquitté, mais de recevoir aussi des lauriers comme défenseur de l'honneur de la patrie italienne.

Il nous faudrait maintenant un peu parler de la fissure qui s'est manifestée dans le Front Commun. La brouille trouve son origine dans des articles publiés dans le journal socialiste qui sont présentés comme provenant directement de l'Italie. L'un de ces articles est dirigé nettement contre le mot d'ordre fondamental du bloc à l'étranger : « Au dehors Mussolini » et dit : Nous devons développer la tactique dans toute la pureté et entièreté de notre esprit socialiste, par la soudure des objectifs partiels avec l'objectif qui leur donne valeur et signification concrète révolutionnaire, c'est-à-dire à l'objectif de la liberté. C'est à notre avis, la seule façon de ne pas porter de l'eau au moulin fasciste et des forces de conservation qui viseraient à de simples changements de façade ou à se procurer des alibis.

« Au dehors Mussolini ». Paix avec l'Éthiopie, c'est bien. Mais derrière ces mots d'ordre ne doivent pas pouvoir s'entraîner Balbo, Grandi, Spirito, le pape, le prince et leurs satellites».

En général les correspondances publiées comme provenant de l'Italie insistent sur trois critères essentiels :

1° Nécessité de former des cadres, les conditions n'existant pas pour des mouvements de masse en Italie ;

2° Un certain dédain contre les machinations échafaudées à l'étranger, car la lutte doit se mener en Italie, et ne peut résulter d'une importation politique dans la péninsule ;

3° La concentration d'une base politique et idéologique pour ces cadres au travers une entente ouvertement affirmée avec des fractions bourgeoises.

Voici comment à ce dernier sujet, qui est d'ailleurs l'essentiel, s'expriment les socialistes : « Notre mouvement doit résoudre, sans préjudice, le problème des rapports avec les partis bourgeois. Il est nécessaire d'affirmer dès maintenant que nous n'éviterons pas des ententes de telle nature, lorsqu'elles seront nécessaires

pour la création d'un ordre politique qui nous assure la possibilité d'existence et de lutter librement en vue des buts plus amples déjà énoncés (la lutte socialiste (n.d.r.).

Il est nécessaire de garder la plus ample liberté de mouvement, tenant pour acquis que des accords d'une telle nature seront possibles seulement avec ces groupes qui reconnaissent l'impossibilité de retrouver un équilibre pour la vie italienne, profondément bouleversée par le fascisme, sans des réformes radicales.»

Enfin au sujet de la nécessité « objective » de ces réformes, voici ce qu'écrivent les socialistes :

« En fait, déjà maintenant, il ne manque pas des fractions bourgeoises qui se rendent compte qu'en face de l'état de faillite de l'économie et de la finance que le fascisme laissera derrière lui des solutions à caractère socialiste seront inévitables dès le premier moment pour éviter une faillite totale ». Ces groupes, en plus de réformes substantielles dans les institutions et une orientation ouvertement laïque, préconisent d'autres mesures radicales dans le domaine économique et politique : par exemple large contrôle du commerce extérieur également nécessaire pour des raisons monétaires, la gestion collective des branches les plus importantes de la production industrielle et du crédit, des réformes de grande portée dans le régime de la propriété et de l'exploitation agraire, une politique sociale de fiscalité à l'avantage des classes travailleuses, un contrôle sur la presse, etc.

Il est clair qu'avec ces fractions bourgeoises une entente sera possible, et non comme un expédient tactique ou pour des buts négatifs, mais en vue d'une œuvre commune active, laquelle a toutefois clairement conditionné ses buts et sa durée dans le temps ».

Voilà donc qui est clairement exprimé. Un plan de Man à la sauce italienne : accord avec la bourgeoisie ? Oui, disent-ils, cela est nécessaire mais il faut le considérer non comme on le fait au bistrot de Paris, comme une manœuvre, un expédient, mais en tant qu'une nécessité politique dont la nécessité objective est nettement donnée par l'état de faillite dans lequel se trouve l'économie capitaliste italienne où il faut apporter sans ambages un secours immédiat.

Cela prouve que les socialistes à

l'étranger, qui prétendent ne pas vouloir recommencer l'histoire d'Allemagne, sont démentis par les socialistes d'Italie qui ont le mérite de parler clairement et d'exposer sans équivoques les seules possibilités qui restent actuellement aux socialistes : collaborer pour sauver la barque en un moment où le capitalisme a besoin de cette aide pour tamponner une situation économique, financière, politique catastrophique.

Cette position des socialistes a déterminé une fissure dans le « Front Commun ».

Les centristes se sont insurgés contre le « minimalisme socialiste » et ont écrit pompeusement : « Le parti communiste d'Italie est contre tout accord programmatique. Notre programme est la révolution prolétarienne, l'Italie socialiste et soviétique ». Mais le parti communiste lutte aujourd'hui contre la guerre, pour chasser du gouvernement Mussolini et les responsables de la guerre, pour la conquête de la liberté ».

A quoi les socialistes ont répondu qu'il faut un programme même pour chasser Mussolini et ont rappelé aux centristes le programme du Front Populaire en France. Ces derniers ont donc rétorqué que le Front Populaire contenait des revendications partielles des ouvriers alors que dans les propositions socialistes, la conquête de ces revendications est conditionnée à la conquête de la liberté, par conséquent, à un accord avec la bourgeoisie.

Il est à prévoir que la fissure n'aura pas de grandes conséquences et que l'accord finira par rester debout, bien que de la part des socialistes en Italie il y ait une hostilité marquée à l'égard des centristes qui sont considérés comme une entrave à la réalisation d'un accord avec les fractions bourgeoises.

Mais les événements de France sont là pour prouver que l'apport indirect (l'abstention au parlement) des centristes n'est nullement un obstacle pour former une majorité autour du cabinet Sarraut, l'homme du « communisme voilà l'ennemi » et qui aura dans son ministère les représentants de la réaction la plus noire. Il n'est donc pas exclu qu'une évolution se produise dans le Front Commun pour le disposer suivant les indications des socialistes italiens.

Ce qui a donné le plus de vigueur à la tempête politique qui s'est déchaînée

entre socialistes et centristes à l'étranger, se sont des incidents qui révèlent l'état de profonde gangrène du mouvement des partis de l'émigration.

Après le Congrès de Bruxelles, les centristes se sont adonnés à un jeu de concurrence déloyale : sans consulter les socialistes, ils sont mis à la recherche d'appuis bourgeois, ce qui évidemment ne faisait pas l'affaire des socialistes, lesquels ne veulent, en aucun cas, être exclus de « l'autre gouvernement » de celui qui, à leur avis, est une nécessité absolue pour réaliser le compromis dans la question éthiopienne.

Nous croyons devoir clôturer cette partie de notre article consacré à la documentation sur la situation actuelle en Italie, par la réponse à la question : mais quelle est en réalité la situation ?

Une réaction se produit-elle parmi les masses italiennes ? Est-il possible que cette réaction ne se produise point ?

La réponse à cette question peut être trouvée dans toute la presse de l'émigration italienne et surtout celle qui échafaude des plans mirifiques d'agitation en Italie. Le centrisme par exemple qui soutient la thèse de la possibilité des mouvements de masse en Italie, consacra un article spécial pour prouver sa thèse et « que l'action compacte de nous, ouvriers, (dans une usine de 3.000 ouvriers) força la direction et les dirigeants syndicaux à capituler et nous avons obtenu une augmentation de 20 centimes par heure ». « Nous avons fait circuler le mot d'ordre : Refusons-nous à laisser tomber 4 heures de travail gratuites (pour la guerre en Éthiopie), résultat : aucun ouvrier n'a souscrit aux requêtes de Messieurs les fascistes ». « Nous avons fait circuler une pétition, résultat : les ouvriers ont obtenu 25 centimes d'augmentation. »

Notre position est connue sur les revendications partielles, les seules à notre avis, capables de mobiliser les masses sur un front de classe en une situation où les objectifs suprêmes de la conquête du pouvoir ne peuvent pas être posés. Mais cela n'a rien à voir avec la réclame que font les centristes autour d'incidents — dont la portée est d'ailleurs démesurément grossie — qui sont placés sur le plan des positions du Front Commun. Pour nous les revendications partielles doivent aboutir à un programme de clas-